



Immigration, Refugees  
and Citizenship Canada

Immigration, Réfugiés  
et Citoyenneté Canada

# Étude de suivi annuelle 2020-21/ Recherche qualitative

## Rapport final

### Préparé pour : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Nom du fournisseur : Ipsos

Numéro de contrat : B8815-21-0030/001/CY

Valeur du contrat : 250 000,00 \$ (TVH comprise)

Date d'attribution : 2020-07-29

Date de livraison : 2021-03-31

Numéro d'enregistrement : ROP 019-20

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec IRCC à l'adresse suivante : [IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca](mailto:IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca)

This report is also available in English.

Canada 



## Tous droits réservés.

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats de groupes de discussion et de deux vagues de sondages menés par Ipsos pour le compte d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Quatorze groupes de discussion en ligne ont été menés entre le 1er octobre et le 2 novembre 2020. La première vague de sondages a été menée auprès de 1 500 Canadiens par téléphone et 1 503 en ligne entre le 21 août et le 21 septembre 2020. La deuxième vague de sondages a été menée auprès de 1 501 Canadiens par téléphone et 1 500 en ligne entre le 18 février et le 10 mars 2021.

This report is also available in English with the following title: **2020-21 Annual Tracking Study/ Qualitative Research**

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales uniquement. Une autorisation écrite doit être obtenue au préalable auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada à IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca ou écrire à l'adresse suivante :

Direction des communications  
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada  
Tour Jean-Edmonds Sud  
365, avenue Laurier Ouest  
Ottawa (Ontario) K1A 1L1

**Numéro de catalogue :** Ci4-183/2021F-PDF

**Numéro international normalisé du livre (ISBN) :** 978-0-660-39935-5

**Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR 019-20) :**

Numéro de catalogue : Ci4-183/2021E-PDF (Rapport définitif, anglais)

ISBN : 978-0-660-39934-8

© Sa Majesté la reine du chef du Canada, représentée par le ministre d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2021

## Attestation de neutralité politique

À titre de cadre dirigeant d'Ipsos, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada exposées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. En particulier, les documents remis ne contiennent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Mike Colledge  
Président  
Affaires publiques Ipsos

## Contents

Tous droits réservés .....	2
Attestation de neutralité politique .....	3
Sommaire .....	5
Contexte.....	5
Objectifs de l'étude.....	5
Méthodologie de l'étude qualitative .....	6
Méthodologie de l'étude quantitative (vague 1).....	7
Méthodologie de l'étude quantitative (vague 2).....	8
Principaux résultats qualitatifs .....	8
Résultats qualitatifs détaillés .....	12
Annexe 1 – Méthodologie quantitative (Vague 1).....	25
Annexe 2 – Méthodologie quantitative (Vague 2).....	36
Annexe 3 – Instruments qualitatifs et quantitatifs .....	48

## Sommaire

Affaires publiques Ipsos a le plaisir de remettre le présent rapport à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

## Contexte

Depuis sa création en 1994, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), un ministère réunissant les services d'immigration et de citoyenneté, a joué plusieurs rôles d'importance : admettre les immigrants, étudiants étrangers, visiteurs et travailleurs temporaires, réinstaller les réfugiés, aider les immigrants à s'adapter à la société canadienne et à devenir des citoyens canadiens et gérer l'entrée au Canada.

IRCC a mis en place un programme d'étude continue en vue de mieux comprendre les attitudes des Canadiens à l'égard des enjeux relatifs à la citoyenneté et à l'immigration. Par l'évaluation et l'analyse des points de vue des nouveaux arrivants, des immigrants et du grand public, le ministère obtient des indications sur d'importants secteurs de dépenses relatifs à son mandat et aux services qu'il rend.

## Objectifs de l'étude

L'étude de 2020-2021 porte sur les points de vue des membres de la population générale du Canada, y compris les nouveaux arrivants et les Canadiens autochtones, dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Plus précisément, les objectifs de l'étude sont les suivants :

- Mesurer les perceptions de la reprise de l'immigration au Canada à la suite de la réouverture des frontières;
- Mesurer les perceptions du nombre d'immigrants qui viennent au Canada;
- Mesurer les perceptions des répercussions de l'immigration sur le Canada;
- Mesurer les perceptions du système d'immigration et des priorités du Canada;
- Mesurer les perceptions de l'établissement et de l'intégration des immigrants;
- Comparer les résultats obtenus en ligne aux résultats du sondage téléphonique et établir des données de référence en ligne, s'il y a lieu.
- À l'aide de l'étude qualitative, explorer les prises de position sous-jacentes et évaluer les énoncés portant sur la réouverture des frontières du Canada et les futurs niveaux d'immigration.

Les attitudes des Canadiens à l'égard d'enjeux comme l'immigration, l'établissement, l'intégration, la citoyenneté et les services d'IRCC revêtent une grande importance pour les politiques et les programmes d'IRCC. Ainsi, par l'évaluation et l'analyse des attitudes à l'égard des éléments clés du mandat du ministère, cette étude vise à aider IRCC à faire en sorte d'offrir des options de politiques et des programmes de qualité, à favoriser et à gérer efficacement les services axés sur les citoyens, à gérer les risques organisationnels et stratégiques de manière proactive et à recueillir et utiliser des renseignements pertinents sur les retombées des programmes.

Le projet d'étude comporte deux volets : une série de groupes de discussion qualitatifs en ligne et un sondage quantitatif mené en deux vagues, en ligne et au téléphone. La valeur totale du contrat pour cette étude est de **250 000,00 \$**, TVH incluse.

## Méthodologie de l'étude qualitative

Ipsos a mené au total 14 groupes de discussion en ligne auprès des publics cibles suivants :

- Membres du **grand public** canadien âgés de 18 ans ou plus (y compris des personnes qui vivent dans les régions plus rurales)
- **Nouveaux arrivants** (immigrants qui vivent au Canada depuis moins de dix ans)
- **Canadiens autochtones** (mélange de régions)

Ipsos a utilisé des questions de recrutement particulières en vue d'assurer une bonne composition des groupes de discussion sur le plan du revenu, de l'âge, du niveau de scolarité, du nombre d'années de résidence au Canada et d'autres variables socioéconomiques pertinentes. Le travail sur le terrain a eu lieu entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 2 novembre 2020. Deux groupes de discussion ont eu lieu chaque jour, aux dates suivantes :

1. 1<sup>er</sup> octobre 2020
  - Groupe 1 : **Région du Grand Toronto**
    - Public cible : population générale
    - Langue : anglais
  - Groupe 2 : **Winnipeg, Saskatoon, Regina**
    - Public cible : population générale
    - Langue : anglais
2. 5 octobre 2020
  - Groupe 1 : **Calgary, Edmonton**
    - Public cible : population générale
    - Langue : anglais
  - Groupe 2 : **Région métropolitaine de Vancouver**
    - Public cible : population générale
    - Langue : anglais
3. 6 octobre 2020
  - Groupe 1 : **Grand Montréal**
    - Public cible : population générale
    - Langue : français
  - Groupe 2 : **Petites villes du Québec**
    - Public cible : population générale
    - Langue : français
4. 7 octobre 2020
  - Groupe 1 : **Atlantique (grandes et petites villes)**

- Public cible : population générale
  - Langue : anglais
  - Groupe 2 : **Petites villes de l'Ouest canadien, y compris les communautés du Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord (PPICRN)**
    - Public cible : population générale
    - Langue : anglais
5. 13 octobre 2020
- Groupe 1 : **Petites villes de l'Ontario, y compris les communautés du PPICRN en Ontario**
    - Public cible : population générale
    - Langue : anglais
  - Groupe 2 : **Canadiens autochtones, échelle nationale (mélange de régions)**
    - Public cible : Canadiens autochtones
    - Langue : anglais
6. 14 octobre 2020
- Groupe 1 : **Région du Grand Toronto**
    - Public cible : nouveaux arrivants (immigrants qui vivent au Canada depuis moins de dix ans)
    - Langue : anglais
  - Groupe 2 : **Région métropolitaine de Vancouver**
    - Public cible : nouveaux arrivants (immigrants qui vivent au Canada depuis moins de dix ans)
    - Langue : anglais
7. 2 novembre 2020
- Groupe 1 : **Région métropolitaine de Vancouver**
    - Public cible : population générale
    - Langue : anglais
  - Groupe 2 : **Région du Grand Toronto**
    - Public cible : population générale
    - Langue : anglais

Les groupes de discussion en ligne duraient environ deux heures. Au total, 103 participants sur 112 personnes recrutées y ont pris part. La population de nouveaux arrivants étant restreinte, une somme de 125 \$ a été versée à ces personnes pour favoriser la participation. Les autres participants ont reçu une somme de 85 \$ en guise de remerciement pour leur participation.

**Avis au lecteur :** Veuillez noter que les résultats d'étude qualitative sont de nature exploratoire et directionnelle. Par conséquent, tous les résultats qualitatifs ne peuvent ni ne doivent être extrapolés à la population canadienne; ils constituent toutefois des données importantes qui permettent de jauger la profondeur et la diversité des opinions de la population sur les questions à l'étude.

## Méthodologie de l'étude quantitative (vague 1)

Ipsos a mené un sondage téléphonique de 14 minutes auprès d'un échantillon national de n = 1 500 adultes canadiens du 21 août au 21 septembre 2020, et un sondage en ligne de 10 minutes auprès de 1 503 répondants du 28 août au 21 septembre 2020.

Les répondants au sondage téléphonique ont été sélectionnés au hasard à l'aide d'un système de composition aléatoire, un échantillon qui donne lieu à une marge d'erreur de plus ou moins 2,5 points de pourcentage (calculée selon un intervalle de confiance de 95 %). Le sondage en ligne a été mené auprès d'un échantillon non probabiliste; aussi, la marge d'erreur ne peut pas être calculée. On a offert aux répondants de répondre au sondage dans la langue officielle de leur choix.

Un rapport complet sur la méthodologie quantitative qui contient tous les renseignements sur l'exécution du travail sur le terrain nécessaire pour mener à bien le projet d'étude se trouve à l'annexe 1. Les outils de recherche du sondage quantitatif et un ensemble de résultats compilés issus des sondages quantitatifs sont offerts, en anglais et en français, dans un document distinct.

## Méthodologie de l'étude quantitative (vague 2)

Ipsos a mené un sondage téléphonique de 15 minutes auprès d'un échantillon national de n = 1 501 adultes canadiens du 18 février au 10 mars 2021, et un sondage en ligne de 14 minutes auprès de 1 500 répondants du 26 février au 10 mars 2021.

Les répondants au sondage téléphonique ont été sélectionnés au hasard à l'aide d'un système de composition aléatoire, un échantillon qui donne lieu à une marge d'erreur de plus ou moins 2,5 points de pourcentage (calculée selon un intervalle de confiance de 95 %). Le sondage en ligne a été mené auprès d'un échantillon non probabiliste; aussi, la marge d'erreur ne peut pas être calculée. On a offert aux répondants de répondre au sondage dans la langue officielle de leur choix.

Un rapport complet sur la méthodologie quantitative qui contient tous les renseignements sur l'exécution du travail sur le terrain nécessaire pour mener à bien le projet d'étude se trouve à l'annexe 2. Les outils de recherche du sondage quantitatif et un ensemble de résultats compilés issus des sondages quantitatifs sont offerts, en anglais et en français, dans un document distinct.

## Principaux résultats qualitatifs

### Rôle de l'immigration dans la reprise économique post-COVID-19

- Dans tous les groupes, de nombreux participants sont d'avis que l'immigration est plus susceptible d'être utile que néfaste à la relance post-COVID-19. Ce point de vue est surtout étayé par la perception de l'apport économique net des nouveaux arrivants en général et en ce qui concerne la réponse à la pandémie (c.-à-d. leur contribution aux services essentiels et dans les centres de soins de longue durée).
- Cela dit, un certain nombre de participants ont plutôt tendance à dire que l'immigration pourrait avoir un impact néfaste sur la reprise économique après la pandémie de COVID-19. Ce nombre



englobe notamment un petit groupe de participants qui sont généralement favorables à l'immigration, mais qui sont incertains ou ont des réserves dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Ce sentiment découle principalement de préoccupations d'ordre économique, et non de santé publique.

- Les préoccupations liées à l'impact néfaste de l'immigration sur l'économie pendant que le pays se remet de la pandémie de COVID-19 sont attribuables à l'état actuel de l'économie et du marché du travail au Canada, certains répondants soulignant la nécessité de « *s'occuper d'abord des personnes déjà présentes au Canada* ».
- Dans l'ensemble, il ressort des discussions que les énoncés sur le rôle de l'immigration dans la relance post-COVID-19 présentés aux participants des groupes de discussion contribuent largement à renforcer leurs points de vue à l'égard de l'immigration. Pour un grand nombre de participants, les énoncés véhiculent des points valables, en particulier en ce qui concerne la contribution des immigrants au système de santé, mais sans pour autant se traduire par un soutien catégorique à la reprise de l'immigration.
- Les participants qui sont sceptiques à l'égard de l'immigration réagissent négativement à ce qu'ils perçoivent comme un langage et/ou un ton trop positifs dans les messages sur les avantages de l'immigration.

### Niveaux d'immigration au Canada

- Les niveaux proposés pour 2021 sont bien reçus en général (soit un seuil de 351 000 immigrants présenté dans les douze premiers groupes, conformément au plan alors en vigueur pour 2020-2022, et un seuil de 401 000 immigrants proposé dans les deux derniers groupes, lesquels ont eu lieu après la présentation au Parlement du plan révisé en matière d'immigration pour 2021-2023). Deux éléments fondamentaux expliquent cette attitude : la grande proportion d'admissions allouée aux immigrants qualifiés et la formulation utilisée pour illustrer les niveaux d'immigration, soit 0,92 % de la population canadienne.
- Néanmoins, certains estiment que les niveaux proposés sont trop élevés compte tenu du contexte économique actuel. Dans la foulée, quelques participants réclament « *une pause* » en matière d'immigration et demandent que la priorité soit accordée aux travailleurs canadiens jusqu'à ce que l'économie du pays se remette de la pandémie.
- Les réactions à l'admission de 500 000 immigrants (soit 1,3 % de la population canadienne) sont semblables à celles exprimées à l'égard des niveaux d'immigration pour 2021, tandis que la possibilité de doubler les niveaux est généralement accueillie avec réserve et mises en garde. Les résultats indiquent une préférence pour des hausses lentes et graduelles afin de prévenir, comme certains l'indiquent, des changements marqués au tissu social.
- Somme toute, les participants ont manifestement du mal à exprimer ce qu'ils considèrent comme un niveau « adéquat » d'immigration. En revanche, ils sont beaucoup plus à l'aise à se prononcer sur leur préférence quant aux catégories d'immigrants à privilégier et à la nécessité d'orienter les nouveaux arrivants vers les régions rurales.

- Les participants sont en général d'accord avec les différentes catégories d'immigration présentées. Certains sont agréablement surpris de constater que la plus grande proportion des admissions est allouée à la catégorie économique, alors qu'une plus faible proportion est allouée aux autres catégories, notamment les réfugiés.
- Les participants s'entendent en général pour dire qu'on devrait accorder la priorité aux travailleurs qualifiés. Leur définition du terme « qualifié » comprend les professionnels fortement scolarisés, tels que les médecins, ainsi que les personnes possédant des compétences dans d'autres domaines où il y a pénurie de main-d'œuvre.
- Les catégories des familles et des réfugiés tendent à susciter davantage de débats que la catégorie économique.

### Messages sur la hausse des niveaux

- Dans l'ensemble, les messages sur le faible taux de natalité et la population vieillissante au Canada sont les plus efficaces pour susciter l'appui de nombreux participants et communiquer un sentiment d'urgence face au besoin d'immigration et, dans une certaine mesure, d'une hausse des niveaux.
- Le message selon lequel « il y a actuellement quatre travailleurs canadiens pour chaque Canadien à la retraite, mais d'ici 2035, il n'y aura que deux travailleurs pour chaque retraité » est particulièrement « efficace » pour convaincre les participants de la nécessité de hausser les seuils.
- Cependant, de façon individuelle et collective, les messages présentés durant les groupes de discussion ont un effet mitigé sur les quelques participants qui ont une attitude résolument négative à l'égard de l'immigration. Sans même contester les enjeux présentés, ils s'opposent à la représentation apparente de l'immigration comme principale ou unique solution et réitèrent la nécessité de s'occuper d'abord des Canadiens.

### Répercussions de l'immigration

- Pour réussir à accueillir de nouveaux arrivants, les participants tendent à préconiser l'atténuation de la pression accrue que ceux-ci imposent aux collectivités d'accueil plutôt que de leur fournir une aide à l'installation. Un meilleur accès à des logements abordables et aux infrastructures de transport figure parmi les premières mesures citées, suivi de façon moins fréquente d'un financement en vue d'accroître le nombre d'enseignants et de la réduction des délais d'attente dans le système de santé.
- Enfin, cette étude qualitative a permis d'examiner les facteurs qui poussent certains Canadiens à dire qu'ils n'aiment pas la façon dont l'immigration change le Canada. Un consensus se dégage selon lequel ce sentiment est en grande partie étayé par l'incidence culturelle de l'immigration; cependant, la majorité des participants aux groupes de discussion n'éprouve pas ce sentiment.
- Quelques participants expliquent pourquoi, selon eux, certaines personnes sont de cet avis : notamment le sentiment d'être « la seule personne qui parle français au travail » et la perception selon laquelle les nouveaux arrivants ne font pas tous un effort pour apprendre ou utiliser l'anglais ou le français, le mécontentement ressenti à l'égard de « la perte des modes de vie traditionnels ».

des Canadiens » et des coutumes, alors que les nouveaux arrivants demeurent dans leurs « enclaves ethniques », et la perception selon laquelle on demande aux Canadiens de consentir de grands efforts pour « s'adapter à leurs cultures », plutôt que le contraire.

- Toutefois, un nombre considérable de participants n'hésitent pas à qualifier ce sentiment de « racisme », qu'ils attribuent à « l'ignorance », à l'incompréhension et au malaise face à la composition changeante de la population canadienne et de ses coutumes.

**Si vous avez des questions ou des commentaires, n'hésitez pas à communiquer avec :**

Marc Beaudoin  
Vice-président, Ipsos UU – Études qualitatives  
1, rue Nicholas, Ottawa (Ontario)  
Téléphone : 613 688-8973  
Courriel : [marc.beaudoin@ipsos.com](mailto:marc.beaudoin@ipsos.com)

## Résultats qualitatifs détaillés

### a. Rôle de l'immigration dans la reprise économique post-COVID-19

Les attitudes à l'égard du rôle de l'immigration dans la relance post-COVID-19 ont tendance à suivre le sentiment préexistant (c'est-à-dire avant la pandémie) à l'égard de la question. Dans tous les groupes, de nombreux participants sont d'avis que l'immigration est plus susceptible d'être utile que néfaste à la relance post-COVID-19. Ce point de vue est surtout étayé par la perception en ce qui concerne l'apport économique net des nouveaux arrivants, sujet qui a été abordé sur trois plans :

- L'**incidence matérielle** sur l'économie, fondée sur l'idée selon laquelle les nouveaux arrivants « **apportent de l'argent** » et créent une demande pour des produits et des services locaux;
- La **réputation** de « **personnes qui travaillent dur** » des nouveaux arrivants, qui suppose qu'ils occupent des emplois dont « **les Canadiens ne veulent pas** », ainsi que leur « **esprit d'entreprise** », qui se traduit par la création de nouvelles entreprises;
- La réponse aux **pénuries de travailleurs** dans les secteurs essentiels, notamment celui des soins de santé.

Cela dit, un certain nombre de participants ont plutôt tendance à dire que l'immigration pourrait avoir un impact néfaste sur la reprise économique après la pandémie de COVID-19. De plus, il est clair que de ce nombre, certains tendent à voir l'incidence de l'immigration en général de façon négative. Il importe cependant de souligner qu'un petit groupe de participants qui se disent généralement favorables à l'immigration sont incertains ou ont des réserves dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (« **le moment est mal choisi** »). Ce sentiment découle principalement de préoccupations d'ordre économique, et non de santé publique. Des inquiétudes à l'égard de la santé publique sont tout de même soulevées par quelques participants, lesquels privilégient le maintien de la fermeture des frontières et la sélection de candidats en fonction des pays enregistrant un nombre plus faible de cas de COVID-19. En général, les participants ne doutent pas que des mesures adéquates sont prises pour minimiser la transmission communautaire par les nouveaux arrivants.

Les préoccupations liées à l'impact néfaste de l'immigration sur l'économie pendant que le pays se remet de la pandémie de COVID-19 sont attribuables à l'état actuel de l'économie et à la précarité financière à laquelle font face les Canadiens qui ont perdu leur emploi en raison de la pandémie. Certains participants soulignent notamment la nécessité de « **s'occuper d'abord des personnes déjà présentes au Canada** ». Des participants évoquent aussi la capacité des nouveaux arrivants à trouver un emploi et à bien s'intégrer dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19. Des préoccupations relatives aux avantages de la poursuite de l'immigration en ce moment demeurent même lorsqu'on présente aux participants les messages sur les avantages de l'immigration pendant que le Canada se remet de la pandémie de Covid-19 (plus de détails sont fournis ci-dessous).

Enfin, il convient de noter que les participants qui se montrent sceptiques à l'égard de l'immigration en général réagissent négativement à ce qu'ils perçoivent comme un langage et/ou un ton trop positifs dans

les messages sur les avantages de l'immigration, lesquels sont perçus comme une négation tacite de la contribution des Canadiens. Ces participants maintiennent ce point de vue même lorsqu'on leur demande de réfléchir au rôle de l'immigration *une fois que* les risques liés à la pandémie de COVID-19 seront écartés. Ils sont généralement d'avis que les répercussions économiques et les conditions difficiles du marché du travail continueront de se faire sentir même lorsque la crise sanitaire sera derrière nous.

Dans l'ensemble, il ressort des discussions que les énoncés sur le rôle de l'immigration dans la relance post-COVID-19 présentés aux participants des groupes de discussion contribuent à renforcer leurs réactions initiales exposées ci-dessus.

**Tableau 1 : énoncé 1**

**L'immigration était un avantage pour le Canada avant la pandémie, les immigrants aident actuellement les Canadiens à traverser la pandémie et l'immigration sera essentielle à la reprise économique du Canada.**

L'énoncé reflète l'opinion largement répandue selon laquelle le Canada « est un pays d'immigrants ». De ce fait, l'idée que les immigrants étaient un avantage pour le Canada avant la pandémie et qu'ils le demeurent pendant la crise n'est guère remise en question. Outre les avantages économiques de l'immigration, certains évoquent la contribution des immigrants à la diversité culturelle du pays et à « l'apport de nouvelles idées ». Pourtant, cet énoncé influence très peu l'opinion de ceux qui expriment leurs inquiétudes face à la pression possible de l'immigration sur les emplois limités dans un avenir immédiat et la nécessité de « permettre au Canada de se remettre d'abord sur pied ». Par ailleurs, certains participants considèrent que le terme « essentielle » est un peu exagéré. Les résultats indiquent également qu'une combinaison de mesures de redressement sera nécessaire au Canada et qu'il est peu probable, de l'avis d'un certain groupe de participants, que l'immigration constitue la mesure clé.

**Tableau 2 : énoncé 2**

**L'arrivée d'immigrants dans une communauté crée une nouvelle demande pour des produits et des services locaux, notamment en matière de logement, de transport et d'alimentation. Ils créent également des entreprises et des emplois : 33 % des propriétaires d'entreprises emploient des immigrants.**

Les participants qui ont les opinions les plus positives à l'égard de l'immigration sont d'avis que les avantages économiques exprimés dans cet énoncé « vont de soi »; il est clair que la situation actuelle de la pandémie n'a aucunement changé leur position à ce sujet, ni dans un sens ni dans l'autre.

Cependant, pour d'autres, cet énoncé soulève plus d'interrogations que de réponses. La mention de « logement » et de « transport » a tendance à susciter des discussions sur la pression qu'exerce l'immigration sur les infrastructures : les participants de la région métropolitaine de Vancouver mentionnent la « crise du logement », tout comme ceux de Montréal; les participants des grandes villes du Canada atlantique font allusion au « taux d'inoccupation de 0,1 % » et ceux du Grand Toronto parlent aussi de la disponibilité des logements, ainsi que de la congestion et de l'engorgement du réseau de la Commission de transport de Toronto.

De même, l'allusion à la création d'emplois par les immigrants amène les participants à se demander si cela est toujours le cas dans le contexte économique actuel de la pandémie de COVID-19, car ils constatent comment les entreprises de la région, y compris les « grandes organisations » locales, ont du mal à s'en sortir. Qui plus est, les participants sont d'avis que les immigrants doivent d'abord s'établir avant de pouvoir se lancer en affaires et que, par conséquent, les avantages sont susceptibles de se faire sentir à plus long terme. Ils s'interrogent également sur la manière dont on définit un « immigrant » dans le contexte de la statistique de 33 %.

La question de savoir si *tous* les Canadiens profitent des emplois créés par les immigrants est soulevée dans certains groupes de participants provenant de plus petites villes ou de régions rurales de l'Ontario et, dans une moindre mesure, par ceux provenant des régions rurales du Québec. Certains ont l'impression que les emplois créés par les immigrants sont généralement réservés à des personnes issues du même milieu ethnoculturel.

À tous égards, parmi ceux qui ont des réserves, les formulations « créent une nouvelle demande » et « créent des entreprises et des emplois » ne réussissent guère à justifier une reprise de l'immigration pour soutenir la relance économique.

**Tableau 3 : énoncé 3**

**L'immigration permet de garantir que le Canada dispose des travailleurs de la santé dont il a besoin pour assurer la sécurité des Canadiens : 25 % de tous les travailleurs de la santé sont des immigrants, incluant 36 % des médecins de famille. Près d'un demi-million de travailleurs du secteur des soins de santé ont plus de 55 ans et, à mesure qu'ils prendront leur retraite, les difficultés actuelles en matière de recrutement d'infirmières, de personnel pour les établissements de soins et de personnel pour les soins à domicile s'aggraveront.**

La contribution des immigrants au système de santé est un argument valable pour bon nombre de participants, certains allant jusqu'à raconter leur expérience personnelle : des expériences positives après avoir récemment commencé à consulter un médecin de famille qui a immigré au Canada, avoir un médecin de famille qui arrive à sa retraite ou travailler au service des ressources humaines d'un hôpital qui fait face à une « pénurie » de personnel. Les participants reconnaissent qu'il y a des pénuries dans tous les domaines, des préposés aux soins personnels jusqu'aux médecins, en passant par les infirmières, et que le besoin va bien au-delà de la pandémie. Cet énoncé trouve un écho chez les participants qui soulignent, tout au long des discussions, que les médecins et les infirmières sont des travailleurs qualifiés auxquels il faudra accorder la priorité à l'avenir.

En dépit de ces réactions positives, les participants soulignent que le Canada ne reconnaît pas les titres de compétences des travailleurs de la santé formés à l'étranger (reconnaissance des titres de compétences étrangers – RTCE) : ceux-ci doivent se recycler et il faut donc compter plusieurs années avant que le système en bénéficie. En outre, chez les participants les plus sceptiques à l'égard de l'immigration, et en phase avec l'idée qu'il faut « s'occuper des Canadiens d'abord », certains estiment que les étudiants étrangers prennent la place d'étudiants canadiens de souche dans les établissements d'enseignement postsecondaire offrant des programmes dans les domaines de la santé qui sont souvent inabornables

pour les étudiants canadiens. D'autres ne considèrent pas que l'énoncé véhicule clairement l'idée de la nécessité de la reprise de l'immigration, même s'ils reconnaissent la contribution des travailleurs de la santé immigrants pendant la pandémie.

**Tableau 4 : énoncé 4**

**Les immigrants contribuent à l'assiette fiscale du Canada, ce qui permet au pays de se doter de programmes sociaux comme les soins de santé et les soins aux personnes âgées, de réaliser des projets d'infrastructure et de poursuivre d'autres objectifs qui comptent pour les Canadiens, comme la protection de l'environnement.**

En général, les participants sont d'avis que les immigrants contribuent en effet à l'assiette fiscale du Canada, mais on observe quelques nuances. D'une part, cela est perçu comme une extension naturelle et logique de la perception selon laquelle les immigrants sont des « personnes qui travaillent dur ». Cependant, la corrélation n'est pas toujours évidente pour certains. Une participante, par exemple, admet qu'elle « n'avait jamais pensé à l'immigration de cette façon » et, à la lumière de cet énoncé, certains participants reconnaissent que les immigrants n'utilisent pas simplement les services, mais qu'ils y contribuent également.

Quelques-uns estiment que l'immigration est « probablement neutre sur le plan fiscal » une fois que l'on tient compte de l'utilisation des services et des infrastructures par les immigrants. Cette position ne reflète aucunement une attitude anti-immigration; elle est plutôt perçue comme une perspective mesurée sur la question qui tient compte du contre-argument.

Certains participants ont tendance à remettre en question la contribution des immigrants à l'assiette fiscale, point de vue qui n'est pas exprimé exclusivement par ceux affichant une opinion plutôt négative de l'immigration. Ce raisonnement émane d'une série de perceptions :

- les immigrants ont tendance à accepter des emplois moins bien rémunérés, surtout lorsqu'ils arrivent, ou ils ne réussissent pas à trouver d'emploi en raison de la pandémie de COVID-19;
- ils arrivent avec leur conjoint(e) et des membres de la famille qui ne travaillent peut-être pas, mais qui utilisent néanmoins les services et les infrastructures;
- les réfugiés ont tendance à recourir à l'aide gouvernementale pour réussir à s'établir au Canada.

De surcroît, dans l'un des groupes de la région métropolitaine de Vancouver, certains participants croient que les immigrants bien nantis choisissent de s'inscrire au chômage afin de toucher des prestations, en plus d'utiliser les services.

**Tableau 5 : énoncé 5**

**L'immigration a historiquement aidé l'économie canadienne à devenir l'une des plus prospères du monde.**

Bien qu'il n'ait pas été présenté dans tous les groupes, cet énoncé reçoit un accueil favorable, quoique modéré. Le terme « historiquement » est perçu comme problématique dans le groupe des Canadiens

autochtones compte tenu du contexte historique du traitement que le Canada a réservé à leurs communautés.

## b. Niveaux d'immigration au Canada

### Maintien des niveaux de 2021

Les niveaux proposés pour 2021 sont bien reçus en général (soit un seuil de 351 000 immigrants présenté dans les douze premiers groupes, conformément au plan alors en vigueur pour 2020-2022, et un seuil de 401 000 immigrants proposé dans les deux derniers groupes, lesquels ont eu lieu après la présentation au Parlement du plan révisé en matière d'immigration pour 2021-2023). Deux éléments fondamentaux contribuent à cet appui : la grande proportion d'admissions allouée aux immigrants de la catégorie économique (présentés aux participants comme « des personnes sélectionnées en raison de leurs compétences, de leur éducation ou de leur expérience ou des membres de leur famille ») et la formulation utilisée pour illustrer les niveaux d'immigration, soit 0,92 % de la population canadienne (ces renseignements ont été présentés en parallèle avec les niveaux proposés pour 2021). Les participants s'attendent à ce que les immigrants qualifiés aident le Canada sur le plan économique, la proportion de 0,92 % est jugée « raisonnable » et le statu quo s'est avéré gérable à tout le moins. Il convient toutefois de noter que cet appui est exprimé avec certaines réserves : d'abord, les niveaux proposés pour 2021 seraient appropriés lorsque le Canada se sera remis de la pandémie, car il y aura alors davantage d'emplois offerts, et l'encouragement de l'immigration dans les régions rurales du Canada. L'appui à l'immigration dans les régions rurales découle principalement des faits suivants : le fait que le Canada a beaucoup d'espace pour accueillir plus de gens; le désir de réduire le fardeau de l'immigration sur les infrastructures dans les grandes villes (comme le logement, le transport en commun et les services sociaux) et la nécessité de remédier aux pénuries de main-d'œuvre et d'aborder le problème du déclin de la population dans les communautés rurales.

Malgré un vaste appui aux niveaux proposés pour 2021, certains participants estiment que le gouvernement admet un nombre « trop élevé » d'immigrants étant donné le contexte économique actuel. Compte tenu du taux de chômage actuel, ces participants s'inquiètent du fait que les Canadiens doivent rivaliser avec les immigrants pour les emplois. Qui plus est, ils estiment que le gouvernement ne peut se permettre de financer les services d'immigration en raison du déficit croissant attribuable au financement des efforts pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Ils réclament donc « une pause » en matière d'immigration et demandent que la priorité soit accordée aux travailleurs canadiens jusqu'à ce que l'économie du pays se remette de la pandémie. À ce stade-ci des discussions, les participants expriment de nouveau leurs préoccupations à l'égard du logement, des infrastructures et de l'accessibilité aux services sociaux (soins de santé et éducation).

Seuls quelques participants pensent que le Canada admet « trop peu » d'immigrants. Ceux qui expriment cet avis croient fermement que le Canada est un pays « ouvert » et « accueillant » et ils sont davantage conscients du déclin de la population canadienne.



De façon plus générale, les participants ont manifestement du mal à exprimer ce qu'ils considèrent comme un niveau « adéquat » d'immigration. En revanche, ils sont beaucoup plus à l'aise à se prononcer sur leur préférence quant aux catégories d'immigrants à privilégier et à la nécessité d'orienter les nouveaux arrivants vers les régions rurales.

Dans les deux groupes de discussion menés *après* la présentation au Parlement du plan révisé en matière d'immigration pour 2021-2023, on observe une faible connaissance de l'annonce des seuils d'immigration pour les trois prochaines années. La teneur des discussions tenues dans ces groupes concorde largement avec les thèmes présentés ci-dessus.

### **Scénarios de hausse des niveaux**

Les réactions à l'admission de 500 000 immigrants (soit 1,3 % de la population canadienne) sont semblables à celles exprimées quant aux niveaux d'immigration pour 2021. D'autres réserves sont toutefois émises par les participants qui appuient modérément des niveaux plus élevés; entre autres, ils souhaitent que ces hausses soient lentes et graduelles et s'interrogent sur leur nécessité. Ceux qui ont tendance à s'y opposer soulignent que le maintien d'une cible correspondant à un pourcentage de la population canadienne entraînerait de toute façon des hausses en chiffres absolus.

Par ailleurs, la possibilité présentée aux participants de *doubler* les niveaux est généralement accueillie avec réserve et suscite encore plus de mises en garde que les autres propositions. Cette possibilité est jugée alarmante et les participants affirment une préférence pour des hausses lentes et graduelles afin de prévenir, comme certains l'indiquent, des changements marqués au tissu social.

Ici encore, des participants de *tous les groupes* réitèrent leur appel à des efforts concertés pour encourager les nouveaux arrivants à s'établir dans des régions moins peuplées plutôt que dans les grandes régions métropolitaines du Canada.

### **Catégories d'immigration**

Lorsqu'on leur montre les différentes catégories d'immigration, certains participants sont agréablement surpris de constater que la plus grande proportion des admissions est allouée aux immigrants de la catégorie économique, alors qu'une plus faible proportion est allouée aux autres catégories, notamment les réfugiés. Certains font remarquer que cela contraste vivement avec le tableau brossé dans les médias qui leur donnait l'impression qu'une majorité des immigrants au Canada étaient des réfugiés.

Les participants s'entendent en général pour dire que la priorité devrait être accordée aux travailleurs qualifiés. Cependant, bien que certains sont rassurés par la proportion déjà allouée à cette catégorie économique, d'autres souhaitent qu'elle soit revue à la hausse puisqu'elle inclut les personnes à charge. D'ailleurs, l'inclusion des membres de la famille avec les travailleurs qualifiés dans le pourcentage de cette catégorie économique mine la confiance des participants en ce qui concerne les proportions présentées. Leur définition du terme « qualifié » comprend les professionnels fortement scolarisés, tels que les médecins, ainsi que les personnes possédant des compétences dans d'autres domaines où il y a pénurie de main-d'œuvre. Les participants font confiance au gouvernement pour ce qui est de déterminer les

domaines pertinents. Pour ce qui est des travailleurs qualifiés, les participants n'ont pas tendance à faire une distinction entre travailleurs « hautement » qualifiés et travailleurs « peu spécialisés ». Toutefois, quelques-uns soulèvent des préoccupations au sujet de la surreprésentation des immigrants (y compris les immigrants qualifiés qui ont du mal à faire reconnaître leurs titres de compétences) dans les domaines peu spécialisés tels que le commerce de détail, en raison de la possibilité qu'ils supplantent les Canadiens.

Les discussions au sujet de la catégorie des familles ont tendance à susciter des commentaires plus négatifs que les discussions sur la catégorie économique. Les participants présument que les membres de la famille comprendraient les conjoint(e)s ou des personnes âgées qui sont moins susceptibles de parler anglais ou français et de contribuer à l'économie, mais qui utiliseraient néanmoins les services sociaux et les infrastructures. Ces commentaires négatifs sont parfois contrebalancés par la prise de conscience de la responsabilité fiduciaire du parrain de ces personnes, du soutien affectif qu'apportent les membres de la famille et de leur contribution économique.

Le pourcentage alloué aux réfugiés est source de division. En effet, certains estiment qu'une proportion de 15 % de tous les nouveaux immigrants est trop faible, tandis que d'autres sont d'avis qu'elle est trop élevée. Ceux qui sont d'avis que le Canada ne peut pas se permettre d'admettre et de soutenir des réfugiés, en particulier à l'heure actuelle compte tenu de la pandémie de COVID-19, ont tendance à tenir des propos plus véhéments. En revanche, un certain nombre estime que les Canadiens doivent « [faire leur part](#) » pour aider ceux qui vivent dans des conditions plus précaires, et que cela fait partie intégrante de l'identité canadienne.

### c. Messages sur la hausse des niveaux

On a demandé aux participants de réfléchir au rôle de l'immigration dans un monde post-COVID-19 et on leur a présenté une série de messages qui soulignent l'importance de hausser les niveaux d'immigration. Dans l'ensemble, les messages sur le faible taux de natalité et la population vieillissante au Canada sont les plus efficaces pour susciter l'appui de nombreux participants et communiquer un sentiment d'urgence face au besoin d'immigration et, dans une certaine mesure, d'une hausse des niveaux.

Cependant, de façon individuelle et collective, les messages ont un effet mitigé sur les quelques participants qui ont une attitude résolument négative à l'égard de l'immigration. Sans même contester les enjeux présentés, ils s'opposent à la représentation apparente de l'immigration comme principale ou unique solution et réitèrent la nécessité de s'occuper d'abord des Canadiens.

#### Tableau 6 : message 1

**Le Canada devra augmenter ses seuils d'immigration annuels, sinon l'économie ralentira, car les Canadiens seront plus nombreux à prendre leur retraite qu'à entrer sur le marché du travail.**

**En raison du faible taux de natalité des dernières décennies, la population canadienne ne se renouvelle pas. Notre population diminuera au fil du temps, à moins que nous augmentions le nombre d'immigrants autorisés à venir au Canada.**

Les participants s'entendent pour dire que le principal argument de ce message sur le vieillissement de la population active et la baisse du taux de natalité au Canada ne fait guère de doute; c'est un fait presque inéluctable. Les réactions sont de l'ordre du « ça paraît évident » et empruntent un ton rationaliste – p. ex. « l'immigration est la prochaine étape logique », car « les gens n'apparaissent pas d'un coup de baguette magique ». Par ailleurs, un petit nombre de participants établissent un lien entre les répercussions d'une baisse de la population active sur le Régime de pensions du Canada (RPC) et les perspectives de retraite des générations futures, l'abordabilité de notre système de santé et la viabilité des populations rurales.

On a d'abord montré aux participants le premier paragraphe de ce message, puis les deux paragraphes ensemble. Une fois le message communiqué dans son intégralité, le message sous-jacent devient beaucoup plus convaincant pour la plupart des participants. Si certains déclarent être au courant de la baisse des taux de natalité, les détails supplémentaires fournissent le contexte nécessaire pour accroître la crédibilité de l'énoncé. En outre, les participants demandent « des chiffres » à l'appui.

Une minorité de participants s'interrogent sur l'hypothèse selon laquelle l'économie ralentira. Cette attitude découle d'une part du fait qu'il est tout simplement impossible de le savoir et d'autre part, du recours accru à l'automatisation et de ses répercussions possibles sur les emplois traditionnels. Ces points de vue ont tendance à réorienter la discussion sur le fardeau financier que représente le fait d'élever une famille au Canada. Plutôt que de parler d'immigration, ces participants font appel au gouvernement pour qu'il offre une aide accrue aux familles afin de permettre aux Canadiens d'avoir plus d'enfants; ce point de vue est exprimé à plusieurs reprises par les participants du Québec et de l'Ouest canadien. En revanche, les participants plus jeunes des petites communautés de l'Ouest canadien rejettent cette idée en soulignant que leur décision de ne pas avoir d'enfant ou d'en avoir un seul est une question de « choix » de vie.

#### Tableau 7 : message 2

**Le Canada devra augmenter ses seuils d'immigration annuels, sinon nous nous retrouverons avec une baisse des recettes fiscales dont nous avons besoin pour payer les soins de santé, l'éducation et les autres programmes dont dépendent les Canadiens.**

**Il y a actuellement quatre travailleurs canadiens pour chaque Canadien à la retraite, mais d'ici 2035, il n'y aura que deux travailleurs pour chaque retraité. Sans les immigrants pour aider à répondre aux besoins d'une population vieillissante, les jeunes devront payer suffisamment d'impôt sur le revenu pour soutenir les Canadiens âgés, et finiront par payer davantage par personne pour fournir les mêmes prestations.**

Pour justifier les hausses des seuils d'immigration, il est plus efficace de mettre en évidence les répercussions du vieillissement de la population active sur l'assiette fiscale que de parler d'une économie en déclin. Les statistiques citées sont jugées « percutantes » et « expliquent clairement » que « la situation pourrait être grave » et donnent lieu à un niveau accru d'appui à l'immigration. Les participants plus jeunes, les personnes qui ont le sentiment d'être déjà « imposées de manière exorbitante » et les retraités sont parmi ceux qui ont le plus tendance à souligner énergiquement à quel point leur situation personnelle pourrait se détériorer sans une hausse des niveaux d'immigration. Le message réussit donc à

encourager les participants à changer leur perspective à l'égard de l'immigration et à en faire une réalité tangible de leur vie.

Les quelques personnes qui réagissent négativement à ce message ont tendance à penser que ce dernier ne tient pas compte du fait que le Canada est un pays « fort » et « bien développé », comptant des « millions de Canadiens » qui contribuent à l'assiette fiscale. À leurs yeux, il est clair que ce message reflète encore une fois l'idée d'ignorer les Canadiens et de présenter l'immigration comme la seule et unique solution. Ce message en incite aussi certains à se demander s'il faut mettre l'accent sur la réduction des dépenses publiques et ce que font les autres pays. Fait intéressant, contrairement au message 1 qui met l'accent sur une économie en déclin, le présent message suscite moins de discussions sur la nécessité d'accroître le taux de natalité des Canadiens, car on admet qu'il faut du temps pour « qu'un bébé canadien devienne un contribuable ».

Par ailleurs, dans un groupe de participants de la région métropolitaine de Vancouver où la catégorie des familles est très mal perçue, ce message a pour effet d'accentuer les inquiétudes à l'égard des immigrants plus âgés parrainés au Canada et de leur incidence nette sur les services sociaux offerts au pays.

**Tableau 8 : message 3**

**Alors que d'autres pays se détournent de l'immigration, le Canada devrait en profiter pour accueillir en plus grand nombre des travailleurs divers et talentueux du monde entier qui recherchent une destination accueillante et favorable aux immigrants.**

D'une part, le message est bien reçu, puisqu'il rejoint l'appel pressant des participants de tous les groupes pour que le Canada accorde la priorité aux travailleurs hautement qualifiés. Plusieurs participants y voient une occasion pour le Canada d'accéder à la crème de la crème des travailleurs qualifiés au vu du sentiment anti-immigration qui règne dans d'autres pays (quelques allusions sont faites aux États-Unis). Les réactions sont tout aussi positives lorsqu'on mentionne qu'une main-d'œuvre diverse est susceptible d'inciter les entreprises de haute technologie à ouvrir des bureaux au Canada.

Cela dit, le message ne fournit pas d'arguments suffisamment convaincants pour justifier la hausse des niveaux d'immigration; les participants sont peu nombreux à y voir une occasion unique ou un avantage concurrentiel pour le Canada. Le message fait surtout ressortir les préférences des participants quant aux personnes qui devraient être admises, peu importe le maintien ou la hausse des niveaux.

Qui plus est, certains ne voient pas pourquoi la politique du Canada devrait changer à la lumière de ce que font d'autres pays et préfèrent qu'elle soit fondée sur les besoins du Canada. D'autres s'interrogent à savoir pourquoi certains pays se détournent de l'immigration. D'autres, enfin, estiment que la priorité devrait être d'assurer le recyclage et la formation des Canadiens afin de créer une main-d'œuvre diversifiée.

**Tableau 9 : message 4**

**Le Canada devrait augmenter ses seuils d'immigration annuels afin d'accroître sa population, ce qui permettrait de développer l'économie et de nous rendre plus autonomes dans un monde incertain.**

Les participants de tous les groupes sont d'avis que ce message est le moins attrayant. L'argument de l'autonomie interpelle dans une certaine mesure quelques participants qui font le lien entre la pénurie d'équipements de protection individuelle survenue plus tôt cette année et le caractère imprévisible des États-Unis de nos jours.

En revanche, pour la plupart, le fait de présenter l'accroissement de la population comme un facteur positif en soi n'est pas un argument très convaincant. Les participants ont généralement du mal à trouver des avantages concrets à une population plus nombreuse au Canada. Outre la croissance de l'économie, le mieux qu'ils peuvent dire, c'est que le Canada a suffisamment d'espace pour accueillir plus de gens et peut-être réaliser des économies d'échelle. Lorsqu'on leur demande s'ils pensent qu'une population plus nombreuse augmenterait l'influence du Canada dans le monde, ils répondent par une question : « **N'a-t-on pas déjà beaucoup d'influence?** » De même, la réponse des participants est quelque peu mitigée lorsqu'on leur présente l'argument d'une dette nationale plus gérable avec une population plus nombreuse.

Somme toute, le message est perçu comme plutôt vague et paradoxal, c'est-à-dire qu'il suppose qu'on doit compter sur les autres pour devenir plus autonome. Le message n'influence guère ceux qui croient fermement que la politique d'immigration devait être axée sur la venue de nouveaux arrivants possédant les compétences requises, au lieu de se concentrer sur les chiffres absolus. De plus, il fait ressortir les préoccupations à l'égard du manque de logements et d'autres infrastructures pour soutenir davantage les nouveaux arrivants.

**Tableau 10 : message 5**

**« Le secret de la récente réussite économique du Grand Moncton est que le bassin d'emplois est assez grand pour les Canadiens de naissance et les nouveaux arrivants. Nous devons augmenter notre population et notre main-d'œuvre par tous les moyens possibles pour saisir l'opportunité économique qui se présente à nous. »** Chambre de commerce de Moncton, 2018

**« Nous avons désespérément besoin de l'immigration. Nous sommes une société vieillissante qui, dans 10 ou 15 ans, sera totalement dépendante des immigrants que nous recevons maintenant. »** Économiste en chef adjoint à la CIBC, 2020

Selon les participants, le monde des affaires et les organisations commerciales locales sont des porte-parole crédibles en ce qui concerne les pénuries de compétences auxquelles l'immigration pourrait remédier. Les participants du Québec, notamment, expliquent comment ils observent, au quotidien, l'incidence directe de l'immigration sur l'économie, tant à l'échelle locale que nationale. Les participants albertains soulignent pour leur part que les organisations commerciales pourraient constituer une force en vue de changer l'opinion généralement négative de l'immigration.

Toutefois, il est clair que ce type de messages a une portée limitée. L'affirmation selon laquelle la société « sera totalement dépendante des immigrants » semble moins efficace que les statistiques percutantes

fournies dans les autres messages. On observe également une certaine méfiance générale à l'égard des grandes entreprises; en fait, elles sont perçues comme des joueurs intéressés pouvant être motivés par des facteurs autres que le bien public (des salaires plus bas, par exemple). En revanche, des citations tirées de sources « du milieu » telles que la Chambre de commerce de Moncton sont jugées plus efficaces, bien que le message ne s'applique peut-être pas à des régions géographiques plus vastes.

Un participant du groupe de Canadiens autochtones souligne que l'utilisation du terme « *de naissance* » est un mauvais choix qui pourrait rebuter certains membres de sa communauté.

#### d. Répercussions de l'immigration

Pour réussir à accueillir de nouveaux arrivants, les participants tendent à préconiser l'atténuation de la pression accrue que ceux-ci imposent aux collectivités d'accueil plutôt que de leur fournir une aide à l'installation. Un meilleur accès à des logements abordables et aux infrastructures de transport figure parmi les premières mesures citées, suivi de façon moins fréquente d'un financement en vue d'accroître le nombre d'enseignants et de la réduction des délais d'attente dans le système de santé. Les participants répètent qu'il faut encourager les nouveaux arrivants à « se disperser » vers les provinces et les villes moins peuplées et mettre en place les infrastructures requises pour accueillir un plus grand nombre de personnes.

Les participants qui mentionnent des mesures d'aide à l'installation ont tendance à mettre l'accent sur l'aide offerte afin de permettre aux nouveaux arrivants de s'adapter à la vie de tous les jours au Canada : la façon d'obtenir des services, la conduite automobile, les langues officielles et ce qu'il faut savoir des hivers canadiens. Quelques participants soulignent aussi l'importance d'offrir des communautés accueillantes et des programmes de mentorat et de soutien aux nouveaux arrivants, comme le programme de parrainage des réfugiés syriens.

Les participants réitèrent l'importance de reconnaître la formation ou les diplômes des immigrants, ou à tout le moins d'accélérer le processus d'obtention des équivalences de titres canadiens, afin de mettre ces compétences à profit. De plus, la « transparence » concernant le type d'immigrants admis au Canada et leur mise en valeur, en particulier dans les petites villes, est soulignée dans quelques groupes comme étant un élément important pour gagner le soutien du public sur cette question.

Enfin, cette étude qualitative a permis d'examiner les facteurs qui poussent certains Canadiens à dire qu'ils n'aiment pas la façon dont l'immigration change le Canada.

Bien que les participants fassent allusion aux pressions exercées par les nouveaux arrivants sur les infrastructures et les programmes sociaux et à la création de programmes destinés précisément aux nouveaux arrivants, un consensus se dégage selon lequel ce sentiment est en grande partie étayé par l'incidence culturelle de l'immigration; cependant, la majorité des participants aux groupes de discussion n'éprouve pas ce sentiment. Le sentiment que l'immigration « change le Canada » est manifestement commun à un nombre restreint de participants, ou à d'autres personnes de leur cercle, et découle de ce qui suit :

- le sentiment d'être « la seule personne qui parle français au travail » jumelé à la perception selon laquelle les nouveaux arrivants n'essayent pas d'apprendre ou d'utiliser l'anglais ou le français (« ils ne veulent même pas mettre leurs affiches en anglais ou en français »);
- le mécontentement ressenti à l'égard de « la perte des modes de vie traditionnels des Canadiens » et des coutumes (« il n'y a plus de concerts de Noël à l'école »), alors que les nouveaux arrivants demeurent dans leurs « enclaves ethniques », et la perception selon laquelle on demande aux Canadiens de consentir de grands efforts pour « s'adapter à leurs cultures », plutôt que le contraire.

Les communautés musulmanes sont parfois pointées du doigt dans ces commentaires, mais la plupart de ces derniers portent sur les immigrants en général. Il convient également de noter que, tout comme dans les études antérieures d'IRCC, certains immigrants expriment eux-mêmes des impressions négatives en ce qui concerne l'incidence d'autres immigrants sur le tissu culturel du Canada.

Toutefois, un nombre considérable de participants n'hésitent pas à qualifier ce sentiment de « racisme », qu'ils attribuent à « l'ignorance », à l'incompréhension et au malaise face à la composition changeante de la population canadienne et de ses coutumes.

## e. Particularités des sous-groupes

Les résultats révèlent une similitude remarquable dans tous les sous-groupes ciblés. Voici certaines des particularités relevées :

- **Région du Grand Toronto/région métropolitaine de Vancouver** – Ce sont ceux qui ont le plus tendance à exprimer leurs inquiétudes à l'égard des immigrants qui s'établissent dans les grandes villes et du fardeau économique et social que cette situation peut engendrer pour les centres urbains en matière d'accessibilité aux services, de possibilités d'emplois et de logements. Certains suggèrent que le gouvernement offre des incitatifs afin d'encourager les nouveaux arrivants à s'établir dans les régions à faible densité de population. Les participants mentionnent aussi (surtout à Vancouver) que des propriétaires de demeures cossues vivant dans des quartiers chics déclarent des revenus inférieurs afin de toucher des prestations d'aide sociale.
- **Régions rurales et Atlantique** – Les participants de ces régions sont plus ouverts que les autres à l'immigration et aux hausses futures. Ils reconnaissent l'importance des immigrants pour ce qui est de leur contribution fiscale et de la croissance économique et démographique de leurs régions. Ceux de la côte est ont l'impression que les jeunes résidents des provinces de l'Atlantique ont tendance à trouver du travail dans les grands centres urbains des autres provinces et, par conséquent, ils voient dans l'immigration une solution à ce problème.
- **Canadiens autochtones** – Les participants se disent le plus souvent favorables aux seuils actuels et aux hausses proposées. Bon nombre d'entre eux ont des expériences positives avec les immigrants et considèrent que ceux-ci apportent une précieuse contribution aux communautés locales. Par ailleurs, il est recommandé d'utiliser le terme « Canadiens de naissance » avec prudence.

- **Nouveaux arrivants** – Tandis que d’autres groupes ont tendance à percevoir la catégorie des familles de façon négative, les groupes de nouveaux arrivants sont plus susceptibles de souligner les avantages de cette catégorie pour la santé mentale puisqu’elle favorise la réunification des familles et les avantages économiques qu’en tire la société en général. Toutefois, les nouveaux arrivants ont plus tendance que les autres à exprimer des préoccupations quant à la capacité du Canada à accueillir des réfugiés et, plus précisément, sa capacité à fournir le soutien financier et les programmes requis pour les aider à s’intégrer à la société canadienne.
- **Francophones** – Au Québec, certains participants font référence à la notion de « Québécois de souche » ou de Québécois de naissance. Les préoccupations et les commentaires exprimés ont tendance à porter sur ce que certains considèrent comme la perte graduelle de l’« identité » et l’impact possible de l’immigration sur leur « culture ». À l’appui de cette idée, certains participants parlent précisément de la tolérance religieuse et de la laïcité dans les espaces publics, qui font l’objet de débats publics dans la province depuis un certain temps déjà.



## Annexe 1 – Méthodologie quantitative (Vague 1)

### Enquête téléphonique

Du 21 Aout au 21 septembre 2020, Ipsos a mené un sondage téléphonique de 14 minutes auprès d'un échantillonnage national de n=1 500 adultes canadiens. Cet échantillonnage probabiliste a été généré au moyen d'un système de composition aléatoire. Pour les répondants joints par ligne fixe, les répondants dans les ménages étaient sélectionnés aléatoirement, au moyen de la « méthode du dernier anniversaire », c'est-à-dire en identifiant et en interrogeant le dernier membre du ménage (âgé de 18 ans et plus) à avoir célébré son anniversaire de naissance.

Les répondants contactés par téléphone cellulaire étaient aussi choisis par composition aléatoire, et ils devaient être âgés de 18 ans et plus pour participer. Cet échantillonnage a été créé à l'échelle provinciale (comme il est impossible de faire une sélection précise par marché, étant donné la nature mobile de l'appareil utilisé), à partir d'une base de données contenant tous les numéros possibles de cellulaire en blocs de 1 000 numéros, selon les indicatifs régionaux et les codes de centrale téléphonique consacrés aux communications sans fil.

Au sein de l'échantillon total de 1 500 Canadiens pour ce sondage, 450 répondants ont été joints par ligne fixe, tandis que les 1 050 autres répondants ont été joints par téléphone cellulaire. La marge d'erreur pour un sondage téléphonique de 1 500 répondants est de  $\pm 2,5\%$ , avec un intervalle de confiance de 95 % (19 fois sur 20). Le questionnaire final utilisé était fourni par IRCC en vue d'assurer un suivi adéquat des résultats de recherches antérieures menées par le Ministère.

#### Pondération de l'échantillon téléphonique

Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'échantillon téléphonique pondéré et non pondéré. L'échantillon était stratifié par région, avec des contingents souples établis pour le sexe et l'âge afin d'assurer une représentation appropriée dans toutes les catégories. Une pondération a été appliquée à l'échantillon de sorte que les données finales soient représentatives de la population adulte du Canada par région, âge et sexe, selon le recensement de 2016.

Veuillez noter que les totaux ci-dessous peuvent ne pas donner 1 500, puisque certains répondants ont refusé de fournir certains renseignements socioéconomiques.

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Région (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Colombie-Britannique/Territoires</b>	189	206
<b>Alberta</b>	154	168
<b>Saskatchewan</b>	99	45
<b>Manitoba</b>	100	52
<b>ON</b>	480	574

QC	326	353
Canada atlantique	152	103

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Sexe (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
Hommes	722	722
Femmes	760	765
Un autre genre	9	5

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Âge (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
18-24	122	164
25-34	209	246
35-44	265	242
45-54	264	269
55-64	294	262
65+	346	317

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Éducation

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
Études secondaires ou moins	239	234
Études postsecondaires partielles	123	117
Études professionnelles ou collégiales	395	393
Université	738	751

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Revenu

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
Moins de 40 000 \$	261	265
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	194	194
De 60 000 \$ à moins de 100 000 \$	383	374
100 000 \$ et plus	525	543

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Pays de naissance

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
Né au Canada	1158	1133

<b>Né à l'extérieur du Canada</b>	341	366
-----------------------------------	-----	-----

Les statistiques présentées dans le tableau ci-dessus indiquent des écarts minimaux entre l'échantillon final pondéré et l'échantillon final non pondéré. Cependant, le plus jeune groupe d'âge (18 à 24 ans) est sous-représenté, ce qui entraîne un ratio non pondéré/pondéré plus élevé.

### Répartition des appels

Le tableau ci-dessous montre la répartition des appels et le calcul des taux de réponse, selon la méthode empirique de calcul des taux de réponse des sondages téléphoniques de l'ancienne ARIM.

	Ligne fixe	Cellulaire	Total
Nombre total de tentatives d'appels	16824	45375	62199
Non valide (numéro hors service, télécopieur/modem, entreprise/non résidentiel)	7866	28590	36456
Total non résolu (NR) (ligne occupée, pas de réponse, répondeur)	2887	8330	11217
Total répondants potentiels – unités non répondantes (UNR)	2603	6133	8736
Problème de langue	53	139	192
Maladie, incapacité, surdité	20	16	36
Refus du ménage	2480	5901	8381
Le répondant admissible raccroche.	50	77	127
Total répondants potentiels – unités répondantes (UR)	455	1420	1875
Dépassement de la limite	5	17	22
Personne de 18 ans ou plus	0	353	353
Inadmissible à cause de l'emploi	0	0	0
Entrevues terminées	450	1050	1500

Le taux de réponse, calculé en divisant le nombre de **unités dans le champ d'enquête – déclarantes** par la somme des **unités non résolues**, des **unités dans le champ d'enquête – non-déclarantes** et des **unités dans le champ d'enquête – déclarantes**, était de 7,65% pour les numéros de téléphone de ligne fixe, de 8,94% pour numéros de téléphone cellulaire et 8,59% pour tous les numéros de téléphone. Le taux de réponse total de 8,59% pour un sondage téléphonique auprès du grand public canadien avec jusqu'à 8 rappels par ménage est typique.

### Analyse de l'absence de réponse

Comme pour tout échantillon probabiliste, il existe au sein de l'échantillon actuel la possibilité d'un biais de non-réponse. Plus particulièrement, ce sondage n'inclut pas les membres de la population qui n'ont pas accès à un téléphone (que ce soit une ligne fixe ou un cellulaire) ou qui sont dans l'incapacité de répondre à un sondage en anglais ou en français. En outre, certains groupes de la population sont systématiquement moins enclins à répondre aux sondages.

Le tableau ci-dessous compare l'échantillon non pondéré aux résultats du recensement de 2016 par région, âge, sexe, niveau d'éducation, revenu et pays de naissance. La comparaison entre les deux échantillons pour les trois variables utilisées dans le barème de pondération (utiliser des poids imbriqués pour la région avec l'âge et la région avec le sexe) montre une légère sous-représentation des jeunes Canadiens (de 18 à 24 ans). Par contre, la différence est assez petite pour être corrigée par pondération sans altérer la qualité des résultats finaux.

**Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Région (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>Colombie-Britannique/Territoires</b>	13%	14%
<b>Alberta</b>	10%	11%
<b>Saskatchewan</b>	7%	3%
<b>Manitoba</b>	7%	4%
<b>ON</b>	32%	38%
<b>QC</b>	22%	24%
<b>Canada atlantique</b>	10%	7%

**Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Sexe (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>Hommes</b>	48%	49%
<b>Femmes</b>	51%	51%

**Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Âge (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>De 18 à 24 ans</b>	8%	11%
<b>De 25 à 34 ans</b>	14%	16%
<b>De 35 à 44 ans</b>	18%	16%
<b>De 45 à 54 ans</b>	18%	18%
<b>De 55 à 64 ans</b>	20%	18%
<b>65 ans et plus</b>	23%	21%

**Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Éducation**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>Études secondaires ou moins</b>	24%	43%
<b>Études professionnelles ou collégiales</b>	26%	35%
<b>Études universitaires ou supérieures</b>	49%	22%

**Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Revenu**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>Moins de 40 000 \$</b>	17%	26%
<b>De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$</b>	13%	16%
<b>De 60 000 \$ à moins de 100 000 \$</b>	26%	25%
<b>100 000 \$ et plus</b>	35%	32%

**Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Pays de naissance**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>Né au Canada</b>	77%	78%
<b>Né à l'extérieur du Canada</b>	23%	22%

La comparaison entre la répartition de l'échantillon non pondéré et les chiffres de la population réelle pour les variables non comprises dans la pondération montre que l'échantillon final obtenu était plutôt représentatif du grand public dans le cadre de ce sondage. Il y a toutefois des différences notables dans les niveaux d'éducation entre l'échantillon et la population adulte canadienne, l'échantillon téléphonique étant plus éduqué que ce que les chiffres du recensement indiquent. Le plus grand écart se trouvait à la strate de l'éducation universitaire, avec 49 % de l'échantillon ayant obtenu un diplôme universitaire, comparativement à 22 % chez les Canadiens adultes. Le niveau d'éducation est une variable qui pourrait être considérée dans les barèmes de pondération futurs pour les sondages nationaux en vue de corriger ce déséquilibre. Les répartitions relatives au revenu et au pays de naissance sont semblables à celles mesurées dans le recensement de 2016.

## Échantillon en ligne

L'échantillon en ligne de 1 503 répondants provient de trois panels en ligne, dont le panel Ipsos iSay, le panel MARU et le panel Dynata. Puisqu'il s'agit d'un échantillon non probabiliste, il est impossible de calculer la marge d'erreur. Les répondants ont été invités à participer au sondage par courriel, au moyen d'un lien URL unique qui leur a été fourni. Le lien ne pouvait être utilisé qu'une fois, et les répondants étaient autorisés à faire une pause en cours de route et à revenir pour terminer plus tard. Les gens répondaient au questionnaire du sondage en 10 minutes en moyenne. Tous les sondages ont été effectués du 28 août au 21 septembre 2020.

### Mesures incitatives et contrôle de la qualité

Les répondants des sondages en ligne d'Ipsos peuvent choisir parmi un certain nombre de programmes incitatifs novateurs sous forme de système de points dans le cadre duquel les participants peuvent échanger des points contre diverses récompenses. Nous ne récompensons pas les participants sous forme de paiements au comptant.

Des procédures de contrôle de la qualité exhaustives sont en place au sein d'IIS (*Ipsos Interactive Services*, qui gèrent notre échantillon) en vue de veiller à ce que les éléments servant au sondage (conception de l'échantillon et du questionnaire) mènent à des résultats de sondage de qualité supérieure (données des sondages). Ces processus couvrent le cycle de vie d'un participant et sont en place pour tous les sondages en ligne d'Ipsos. Des experts d'IIS surveillent et étudient continuellement l'efficacité de nos mesures de qualité, les mettent à jour et en intègrent de nouvelles au fur et à mesure que les comportements des répondants et le monde virtuel se transforment.

Comment savoir si les participants sont vraiment les personnes qu'ils prétendent être?

- Approche à option d'inclusion confirmée pour confirmer l'identité
- Validation du pays à l'aide de la localisation d'adresse IP
- Incompatibilité entre les réglages de l'appareil et la géolocalisation
- Détection des serveurs mandataires anonymes
- Détection des robots grâce à un code de sécurité Captcha
- Détection des adresses courriel « 5 minutes » (adresses courriel temporaires)
- Détection des anomalies de données et des modèles de données
- Mise à jour de la liste noire d'Ipsos
- RealAnswer<sup>MC</sup> – détection des réponses collées et des réponses de robot

Ils n'ont pas récemment participé à des sondages similaires

- Règles strictes concernant l'utilisation des panels afin d'empêcher que les mêmes personnes soient interrogées trop souvent et d'éviter qu'elles s'habituent trop à un type de sondage ou à une catégorie de produit
- Détection des appareils dupliqués à l'aide d'empreintes digitales (RelevantID<sup>MD</sup>) et des témoins de site Web/Flash

Ils remplissent les sondages de manière sérieuse

- Comportements lorsqu'ils répondent au sondage : détection des réponses bâclées, même réponse à toutes les questions, évaluation de la qualité des réponses ouvertes
- Historique des participants surveillé pour tous les sondages et utilisé pour nettoyer l'échantillon en supprimant les « mauvais » répondants ou les répondants inactifs

Ils ne peuvent répondre au sondage qu'une seule fois

- Détection des courriels dupliqués
- Détection des appareils dupliqués à l'aide d'empreintes digitales (RelevantID<sup>MC</sup>) et des témoins de site Web/Flash
- Détection des coordonnées dupliquées

### **Pondération de l'échantillon**

Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'échantillon en ligne pondéré et non pondéré. La pondération a été appliquée à l'échantillon, selon la méthode décrite pour la portion téléphonique de la recherche, de sorte que les données finales soient représentatives de la population adulte du Canada par région, âge et sexe, selon le recensement de 2016.

Veuillez noter que les totaux ci-dessous peuvent ne pas donner 1 503, puisque certains répondants ont refusé de fournir certains renseignements socioéconomiques.

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Région (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Colombie-Britannique/Territoires</b>	197	209
<b>Alberta</b>	165	168
<b>Saskatchewan</b>	68	45
<b>Manitoba</b>	70	52
<b>ON</b>	529	575
<b>QC</b>	342	351
<b>Canada atlantique</b>	132	103

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Sexe (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Hommes</b>	726	725
<b>Femmes</b>	767	767
<b>Un autre genre</b>	4	6

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Âge (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>De 18 à 24 ans</b>	112	165
<b>De 25 à 34 ans</b>	256	247
<b>De 35 à 44 ans</b>	249	243
<b>De 45 à 54 ans</b>	279	269
<b>De 55 à 64 ans</b>	274	262
<b>65 ans et plus</b>	333	317

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Éducation

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Études secondaires ou moins</b>	225	226
<b>Études postsecondaires partielles</b>	120	129
<b>Études professionnelles ou collégiales</b>	447	441
<b>Université</b>	697	693

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Revenu

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
Moins de 40 000 \$	314	319
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	200	197
De 60 000 \$ à moins de 100 000 \$	401	400
100 000 \$ et plus	377	371

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Pays de naissance

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
Né au Canada	1263	1254
Né à l'extérieur du Canada	232	240

Les statistiques présentées dans le tableau ci-dessus indiquent des écarts minimaux entre l'échantillon pondéré et l'échantillon non pondéré. Bien que les incidences des coefficients correcteurs soient plus importantes pour les tranches d'âges des plus jeunes et des plus âgés, un coefficient de pondération de 1,37:1 demeure tout à fait acceptable pour un sondage destiné au grand public et se compare favorablement à l'écart observé dans l'échantillon téléphonique.

### Statistiques relatives aux courriels

Le tableau ci-dessous présente les statistiques générales relatives au taux de réponse dans le cadre de la phase d'invitation par courriel de la recherche.

	Total
Nombre total d'invitations envoyées par courriel	32637
Non valides (adresse courriel incomplète/inexacte, invitations par courriel ayant rebondi)	0
Total non résolues (NR) ( <i>aucune réponse</i> )	28435
Total répondants potentiels – unités non répondantes (UNR)	223
Le répondant admissible ne termine pas (incomplètes)	223
Total répondants potentiels – unités répondantes (UR)	3451
Dépassement de la limite	1831
Répondants inadmissibles pour d'autres motifs	119
Questionnaires dûment remplis	1503

Le taux de réponse, calculé en divisant le nombre de **unités dans le champ d'enquête – déclarantes** par la somme des **unités dans le champ d'enquête – déclarantes** par la somme des **unités non résolues**, des **unités dans le champ d'enquête – non-déclarantes** et des **unités dans le champ d'enquête – déclarantes**, était de 10,75%. Le taux de réponse est typique pour un sondage auprès de la population adulte canadienne.



## Analyse de l'absence de réponse

Comme pour tout échantillon non probabiliste, il existe au sein de l'échantillon actuel la possibilité d'un biais de non-réponse. Plus particulièrement, ce sondage n'inclut pas les membres de la population qui n'ont pas accès à un ordinateur avec une connexion Internet (ni à la maison ni au bureau) ou qui sont dans l'incapacité de répondre à un sondage en anglais ou en français. En outre, certains groupes de la population sont systématiquement moins enclins à répondre aux sondages.

Le tableau ci-dessous compare l'échantillon non pondéré aux résultats du recensement de 2016 par région, âge, sexe, niveau d'éducation, revenu et pays de naissance. Dans l'ensemble, l'échantillon est très représentatif de la population adulte canadienne, mis à part les quelques écarts décrits ci-dessous.

### Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Région (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
Colombie-Britannique/Territoires	13%	14%
Alberta	11%	11%
Saskatchewan	5%	3%
Manitoba	5%	4%
ON	35%	38%
QC	23%	24%
Canada atlantique	9%	7%

### Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Sexe (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
Hommes	48%	49%
Femmes	51%	51%

### Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Âge (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
De 18 à 24 ans	7%	11%
De 25 à 34 ans	17%	16%
De 35 à 44 ans	17%	16%
De 45 à 54 ans	19%	18%
De 55 à 64 ans	18%	18%
65 ans et plus	22%	21%

### Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Éducation

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
Études secondaires ou moins	23%	43%

Études professionnelles ou collégiales	30%	35%
Études universitaires ou supérieures	46%	22%

**Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Revenu**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
Moins de 40 000 \$	21%	26%
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	13%	16%
De 60 000 \$ à moins de 100 000 \$	27%	25%
100 000 \$ et plus	25%	32%

**Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Pays de naissance**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
Né au Canada	84%	78%
Né à l'extérieur du Canada	15%	22%

Les différences pour les variables utilisées dans le barème de pondération sont minimales, sauf pour le mince écart pour la tranche d'âge inférieure, qui est légèrement sous-représentée dans l'échantillon non pondéré. Toutefois, comme il a été mentionné ci-dessus, la répartition des âges de l'échantillon en ligne demeure solide. Les plus grands écarts notables entre l'échantillon non pondéré et les données du recensement de 2016 sont au chapitre des niveaux d'éducation, tout comme c'est le cas pour l'échantillon téléphonique. L'échantillon non pondéré tend à surreprésenter les Canadiens plus éduqués, bien que l'écart ne soit pas aussi élevé que dans l'échantillon téléphonique. L'échantillon en ligne contient aussi une plus petite proportion de Canadiens qui ont un revenu familial de 100 000 \$ et plus, ainsi qu'une proportion légèrement plus petite d'immigrants.

## Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne variables utilisées dans le barème de pondération des échantillons. Les totaux pour chaque variable pourraient ne pas donner la taille totale de l'échantillon, puisque certains répondants ont refusé de fournir certains renseignements socioéconomiques.

**Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: Région (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré
Colombie-Britannique/Territoires	13%	13%
Alberta	10%	11%

Saskatchewan	7%	5%
Manitoba	7%	5%
ON	32%	35%
QC	22%	23%
Canada atlantique	10%	9%

**Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: sexe (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré
Hommes	48%	48%
Femmes	51%	51%

**Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: âge (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré
De 18 à 24 ans	8%	7%
De 25 à 34 ans	14%	17%
De 35 à 44 ans	18%	17%
De 45 à 54 ans	18%	19%
De 55 à 64 ans	20%	18%
65 ans et plus	23%	22%

**Comparaison par renseignements socioéconomiques non utilisées dans la pondération**

Le tableau suivant montre la comparaison entre les deux échantillons pour les niveaux d'éducation et de revenu ainsi que pour le pays de naissance, soit des variables qui n'étaient pas incluses dans le barème de pondération. Puisqu'aucun contingent n'a été établi pour l'une ou l'autre de ces trois variables durant le travail effectué sur le terrain, les similarités entre les deux échantillons sont remarquables. Comme il a été discuté ci-dessus, les deux échantillons surreprésentent les Canadiens ayant suivi des études universitaires et sous-représentent ceux qui ont un diplôme d'études secondaires ou moins. Certaines différences peuvent aussi être constatées relativement aux tranches de revenus lorsque l'on compare les répondants en ligne et par téléphone. Ces écarts sont plus particulièrement visibles dans la tranche 40 000 \$ et moins (écart de 4 points) et dans la tranche 100 000 \$ et plus (écart de 10 points).

Enfin, les deux échantillons montrent une différence en ce qui a trait à la proportion de répondants nés au Canada. Tandis que 23 % des répondants par téléphone affirment être nés à l'extérieur du pays, seulement 15 % des répondants en ligne font la même affirmation. Selon les chiffres du recensement de 2016, la proportion réelle au sein de la population canadienne est de 22 %. Par conséquent, l'échantillon téléphonique représente étroitement la population immigrante, tandis que l'échantillon en ligne la sous-représente légèrement.

**Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: Éducation**

La répartition relative à l'éducation montrée ici est légèrement différente de celle figurant dans les tableaux ci dessus en vue de la faire correspondre à la description des données utilisées pour le recensement de 2016.

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré	Recensement 2016
Études secondaires ou moins	24%	23%	43%
Études professionnelles ou collégiales	26%	30%	35%
Université	49%	46%	22%

**Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: Revenu**

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré	Recensement 2016
Moins de 40 000 \$	17%	21%	26%
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	13%	13%	16%
De 60 000 \$ à moins de 100 000 \$	26%	27%	25%
100 000 \$ et plus	35%	25%	33%

**Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: Pays de naissance**

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré	Recensement 2016
Né au Canada	77%	84%	78%
Né à l'extérieur du Canada	23%	15%	22%

Les différences notées ci-dessus quant à la proportion d'immigrants échantillonnés au moyen de chaque méthode d'entrevue n'expliquent pas toutes les différences statistiques notées dans les réponses au sondage d'une méthode de collecte de données à l'autre. Les répondants qui ne sont pas nés au Canada sont plus positifs que ceux nés au pays pour la plupart des questions comprises dans l'étude, mais l'importance de ces écarts d'attitudes est trop minime pour établir le type de différence qui serait nécessaire pour expliquer les écarts dans les réponses au sondage entre les répondants en ligne et par téléphone.

## Annexe 2 – Méthodologie quantitative (Vague 2)

### Enquête téléphonique

Du 18 février au 10 mars 2021, Ipsos a mené un sondage téléphonique de 15 minutes auprès d'un échantillonnage national de n=1 501 adultes canadiens. Cet échantillonnage probabiliste a été généré au moyen d'un système de composition aléatoire. Pour les répondants joints par ligne fixe, les répondants dans les ménages étaient sélectionnés aléatoirement, au moyen de la « méthode du dernier

anniversaire », c'est-à-dire en identifiant et en interrogeant le dernier membre du ménage (âgé de 18 ans et plus) à avoir célébré son anniversaire de naissance.

Les répondants contactés par téléphone cellulaire étaient aussi choisis par composition aléatoire, et ils devaient être âgés de 18 ans et plus pour participer. Cet échantillonnage a été créé à l'échelle provinciale (comme il est impossible de faire une sélection précise par marché, étant donné la nature mobile de l'appareil utilisé), à partir d'une base de données contenant tous les numéros possibles de cellulaire en blocs de 1 000 numéros, selon les indicatifs régionaux et les codes de centrale téléphonique consacrés aux communications sans fil.

Au sein de l'échantillon total de 1 501 Canadiens pour ce sondage, 451 répondants ont été joints par ligne fixe, tandis que les 1 050 autres répondants ont été joints par téléphone cellulaire. La marge d'erreur pour un sondage téléphonique de 1 501 répondants est de  $\pm 2,5\%$ , avec un intervalle de confiance de 95 % (19 fois sur 20). Le questionnaire final utilisé était fourni par IRCC en vue d'assurer un suivi adéquat des résultats de recherches antérieures menées par le Ministère.

### Pondération de l'échantillon téléphonique

Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'échantillon téléphonique pondéré et non pondéré. L'échantillon était stratifié par région, avec des contingents souples établis pour le sexe et l'âge afin d'assurer une représentation appropriée dans toutes les catégories. Une pondération a été appliquée à l'échantillon de sorte que les données finales soient représentatives de la population adulte du Canada par région, âge et sexe, selon le recensement de 2016.

Veuillez noter que les totaux ci-dessous peuvent ne pas donner 1 501, puisque certains répondants ont refusé de fournir certains renseignements socioéconomiques.

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Région (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Colombie-Britannique/Territoires</b>	190	207
<b>Alberta</b>	155	167
<b>Saskatchewan</b>	100	45
<b>Manitoba</b>	101	52
<b>ON</b>	480	571
<b>QC</b>	325	356
<b>Canada atlantique</b>	150	103

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Sexe (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Hommes</b>	733	723
<b>Femmes</b>	747	765

<b>Un autre genre</b>	11	5
-----------------------	----	---

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Âge (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>18-24</b>	130	164
<b>25-34</b>	185	246
<b>35-44</b>	241	242
<b>45-54</b>	289	269
<b>55-64</b>	273	262
<b>65+</b>	383	317

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Éducation

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Études secondaires ou moins</b>	240	230
<b>Études postsecondaires partielles</b>	132	129
<b>Études professionnelles ou collégiales</b>	433	438
<b>Université</b>	683	692

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Revenu

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Moins de 40 000 \$</b>	312	312
<b>De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$</b>	214	206
<b>De 60 000 \$ à moins de 100 000 \$</b>	390	392
<b>100 000 \$ et plus</b>	490	501

Échantillon téléphonique pondéré et non pondéré: Pays de naissance

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Né au Canada</b>	1142	1115
<b>Né à l'extérieur du Canada</b>	357	383

Les statistiques présentées dans le tableau ci-dessus indiquent des écarts minimaux entre l'échantillon final pondéré et l'échantillon final non pondéré. Cependant, le plus jeune groupe d'âge (18 à 24 ans) est sous-représenté, ce qui entraîne un ratio non pondéré/pondéré plus élevé.

## Répartition des appels

Le tableau ci-dessous montre la répartition des appels et le calcul des taux de réponse, selon la méthode empirique de calcul des taux de réponse des sondages téléphoniques de l'ancienne ARIM.

	Ligne fixe	Cellulaire	Total
Nombre total de tentatives d'appels	26169	13994	40163
Non valide (numéro hors service, télécopieur/modem, entreprise/non résidentiel)	16718	8609	25327
Total non résolu (NR) (ligne occupée, pas de réponse, répondeur)	4744	2450	7194
Total répondants potentiels – unités non répondantes (UNR)	3647	2419	6066
Problème de langue	90	25	115
Maladie, incapacité, surdité	50	7	57
Refus du ménage	3468	2369	5837
Le répondant admissible raccroche.	39	18	57
Total répondants potentiels – units répondantes (UR)	557	1071	1628
Dépassement de la limite	105	2	107
Personne de 18 ans ou plus	1	19	20
Inadmissible à cause de l'emploi	0	0	0
Entrevues terminées	451	1050	1501

Le taux de réponse, calculé en divisant le nombre de **unités dans le champ d'enquête – déclarantes** par la somme des **unités non r solv es**, des **unités dans le champ d'enquête – non-déclarantes** et des **unités dans le champ d'enquête – déclarantes**, était de 6,22% pour les numéros de téléphone de ligne fixe, de 18,03% pour numéros de téléphone cellulaire et 10,93% pour tous les numéros de téléphone. Le taux de réponse total de 10,93% pour un sondage téléphonique auprès du grand public canadien avec jusqu'à 8 rappels par ménage est typique.

### Analyse de l'absence de réponse

Comme pour tout échantillon probabiliste, il existe au sein de l'échantillon actuel la possibilité d'un biais de non-réponse. Plus particulièrement, ce sondage n'inclut pas les membres de la population qui n'ont pas accès à un téléphone (que ce soit une ligne fixe ou un cellulaire) ou qui sont dans l'incapacité de répondre à un sondage en anglais ou en français. En outre, certains groupes de la population sont systématiquement moins enclins à répondre aux sondages.

Le tableau ci-dessous compare l'échantillon non pondéré aux résultats du recensement de 2016 par région, âge, sexe, niveau d'éducation, revenu et pays de naissance. La comparaison entre les deux échantillons pour les trois variables utilisées dans le barème de pondération (utiliser des poids imbriqués pour la région avec l'âge et la région avec le sexe) montre une légère sous-représentation des jeunes Canadiens (de 18 à 24 ans). Par contre, la différence est assez petite pour être corrigée par pondération sans altérer la qualité des résultats finaux.

**Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Région (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
Colombie-Britannique/Territoires	13%	14%
Alberta	10%	11%
Saskatchewan	7%	3%
Manitoba	7%	4%
ON	32%	38%
QC	22%	24%
Canada atlantique	10%	7%

Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Sexe (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
Hommes	49%	49%
Femmes	50%	51%

Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Âge (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
De 18 à 24 ans	9%	11%
De 25 à 34 ans	12%	16%
De 35 à 44 ans	16%	16%
De 45 à 54 ans	19%	18%
De 55 à 64 ans	18%	18%
65 ans et plus	26%	21%

Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Éducation

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
Études secondaires ou moins	16%	43%
Études professionnelles ou collégiales	38%	35%
Études universitaires ou supérieures	46%	22%

Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Revenu

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
Moins de 40 000 \$	21%	26%
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	14%	16%
De 60 000 \$ à moins de 100 000 \$	26%	25%
100 000 \$ et plus	33%	32%



**Comparaison de l'échantillon téléphonique à la population: Pays de naissance**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>Né au Canada</b>	76%	78%
<b>Né à l'extérieur du Canada</b>	24%	22%

La comparaison entre la répartition de l'échantillon non pondéré et les chiffres de la population réelle pour les variables non comprises dans la pondération montre que l'échantillon final obtenu était plutôt représentatif du grand public dans le cadre de ce sondage. Il y a toutefois des différences notables dans les niveaux d'éducation entre l'échantillon et la population adulte canadienne, l'échantillon téléphonique étant plus éduqué que ce que les chiffres du recensement indiquent. Le plus grand écart se trouvait à la strate de l'éducation universitaire, avec 46 % de l'échantillon ayant obtenu un diplôme universitaire, comparativement à 22 % chez les Canadiens adultes. Le niveau d'éducation est une variable qui pourrait être considérée dans les barèmes de pondération futurs pour les sondages nationaux en vue de corriger ce déséquilibre. Les répartitions relatives au revenu et au pays de naissance sont semblables à celles mesurées dans le recensement de 2016.

## Échantillon en ligne

L'échantillon en ligne de 1 500 répondants provient de trois panels en ligne, dont le panel Ipsos iSay, le panel MARU et le panel Dynata. Puisqu'il s'agit d'un échantillon non probabiliste, il est impossible de calculer la marge d'erreur. Les répondants ont été invités à participer au sondage par courriel, au moyen d'un lien URL unique qui leur a été fourni. Le lien ne pouvait être utilisé qu'une fois, et les répondants étaient autorisés à faire une pause en cours de route et à revenir pour terminer plus tard. Les gens répondaient au questionnaire du sondage en 14 minutes en moyenne. Tous les sondages ont été effectués du 26 février au 10 mars 2021.

### Mesures incitatives et contrôle de la qualité

Les répondants des sondages en ligne d'Ipsos peuvent choisir parmi un certain nombre de programmes incitatifs novateurs sous forme de système de points dans le cadre duquel les participants peuvent échanger des points contre diverses récompenses. Nous ne récompensons pas les participants sous forme de paiements au comptant.

Des procédures de contrôle de la qualité exhaustives sont en place au sein d'IIS (*Ipsos Interactive Services*, qui gèrent notre échantillon) en vue de veiller à ce que les éléments servant au sondage (conception de l'échantillon et du questionnaire) mènent à des résultats de sondage de qualité supérieure (données des sondages). Ces processus couvrent le cycle de vie d'un participant et sont en place pour tous les sondages en ligne d'Ipsos. Des experts d'IIS surveillent et étudient continuellement l'efficacité de nos mesures de qualité, les mettent à jour et en intègrent de nouvelles au fur et à mesure que les comportements des répondants et le monde virtuel se transforment.

Comment savoir si les participants sont vraiment les personnes qu'ils prétendent être?

- Approche à option d'inclusion confirmée pour confirmer l'identité
- Validation du pays à l'aide de la localisation d'adresse IP
- Incompatibilité entre les réglages de l'appareil et la géolocalisation
- Détection des serveurs mandataires anonymes
- Détection des robots grâce à un code de sécurité Captcha
- Détection des adresses courriel « 5 minutes » (adresses courriel temporaires)
- Détection des anomalies de données et des modèles de données
- Mise à jour de la liste noire d'Ipsos
- RealAnswer<sup>MC</sup> – détection des réponses collées et des réponses de robot

Ils n'ont pas récemment participé à des sondages similaires

- Règles strictes concernant l'utilisation des panels afin d'empêcher que les mêmes personnes soient interrogées trop souvent et d'éviter qu'elles s'habituent trop à un type de sondage ou à une catégorie de produit
- Détection des appareils dupliqués à l'aide d'empreintes digitales (RelevantID<sup>MD</sup>) et des témoins de site Web/Flash

Ils remplissent les sondages de manière sérieuse

- Comportements lorsqu'ils répondent au sondage : détection des réponses bâclées, même réponse à toutes les questions, évaluation de la qualité des réponses ouvertes
- Historique des participants surveillé pour tous les sondages et utilisé pour nettoyer l'échantillon en supprimant les « mauvais » répondants ou les répondants inactifs

Ils ne peuvent répondre au sondage qu'une seule fois

- Détection des courriels dupliqués
- Détection des appareils dupliqués à l'aide d'empreintes digitales (RelevantID<sup>MC</sup>) et des témoins de site Web/Flash
- Détection des coordonnées dupliquées

### Pondération de l'échantillon

Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'échantillon en ligne pondéré et non pondéré. La pondération a été appliquée à l'échantillon, selon la méthode décrite pour la portion téléphonique de la recherche, de sorte que les données finales soient représentatives de la population adulte du Canada par région, âge et sexe, selon le recensement de 2016.

Veuillez noter que les totaux ci-dessous peuvent ne pas donner 1 500, puisque certains répondants ont refusé de fournir certains renseignements socioéconomiques.

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Région (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
Colombie-Britannique/Territoires	184	205
Alberta	156	166
Saskatchewan	100	45

<b>Manitoba</b>	100	54
<b>ON</b>	482	577
<b>QC</b>	327	350
<b>Canada atlantique</b>	150	101

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Sexe (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Hommes</b>	723	723
<b>Femmes</b>	767	766
<b>Un autre genre</b>	7	6

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Âge (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>De 18 à 24 ans</b>	97	164
<b>De 25 à 34 ans</b>	267	246
<b>De 35 à 44 ans</b>	258	242
<b>De 45 à 54 ans</b>	279	269
<b>De 55 à 64 ans</b>	272	262
<b>65 ans et plus</b>	327	316

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Éducation

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Études secondaires ou moins</b>	193	197
<b>Études postsecondaires partielles</b>	134	140
<b>Études professionnelles ou collégiales</b>	446	433
<b>Université</b>	707	717

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Revenu

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
<b>Moins de 40 000 \$</b>	312	307
<b>De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$</b>	248	251
<b>De 60 000 \$ à moins de 100 000 \$</b>	397	386
<b>100 000 \$ et plus</b>	360	357

Échantillon en ligne pondéré et non pondéré: Pays de naissance

	Taille de l'échantillon non-pondéré	Taille de l'échantillon pondéré
Né au Canada	1233	1214
Né à l'extérieur du Canada	261	279

Les statistiques présentées dans le tableau ci-dessus indiquent des écarts minimaux entre l'échantillon pondéré et l'échantillon non pondéré. Bien que les incidences des coefficients correcteurs soient plus importantes pour les tranches d'âges des plus jeunes et des plus âgés, un coefficient de pondération de 1,83:1 demeure tout à fait acceptable pour un sondage destiné au grand public et se compare favorablement à l'écart observé dans l'échantillon téléphonique.

### Statistiques relatives aux courriels

Le tableau ci-dessous présente les statistiques générales relatives au taux de réponse dans le cadre de la phase d'invitation par courriel de la recherche.

	Total
Nombre total d'invitations envoyées par courriel	28506
Non valides (adresse courriel incomplète/inexacte, invitations par courriel ayant rebondi)	0
Total non résolues (NR) ( <i>aucune réponse</i> )	24835
Total répondants potentiels – unités non répondantes (UNR)	283
Le répondant admissible ne termine pas (incomplètes)	283
Total répondants potentiels – unités répondantes (UR)	3388
Dépassement de la limite	1756
Répondants inadmissibles pour d'autres motifs	132
Questionnaires dûment remplis	1500

Le taux de réponse, calculé en divisant le nombre de **unités dans le champ d'enquête – déclarantes** par la somme des **unités dans le champ d'enquête – déclarantes** par la somme des **unités non résolues**, des **unités dans le champ d'enquête – non-déclarantes** et des **unités dans le champ d'enquête – déclarantes**, était de 11,89%. Le taux de réponse est typique pour un sondage auprès de la population adulte canadienne.

### Analyse de l'absence de réponse

Comme pour tout échantillon non probabiliste, il existe au sein de l'échantillon actuel la possibilité d'un biais de non-réponse. Plus particulièrement, ce sondage n'inclut pas les membres de la population qui n'ont pas accès à un ordinateur avec une connexion Internet (ni à la maison ni au bureau) ou qui sont dans l'incapacité de répondre à un sondage en anglais ou en français. En outre, certains groupes de la population sont systématiquement moins enclins à répondre aux sondages.

Le tableau ci-dessous compare l'échantillon non pondéré aux résultats du recensement de 2016 par région, âge, sexe, niveau d'éducation, revenu et pays de naissance. Dans l'ensemble, l'échantillon est très représentatif de la population adulte canadienne, mis à part les quelques écarts décrits ci-dessous.

**Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Région (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>Colombie-Britannique/Territoires</b>	12%	14%
<b>Alberta</b>	10%	11%
<b>Saskatchewan</b>	7%	3%
<b>Manitoba</b>	7%	4%
<b>ON</b>	32%	38%
<b>QC</b>	22%	24%
<b>Canada atlantique</b>	10%	7%

**Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Sexe (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>Hommes</b>	48%	49%
<b>Femmes</b>	51%	51%

**Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Âge (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>De 18 à 24 ans</b>	6%	11%
<b>De 25 à 34 ans</b>	18%	16%
<b>De 35 à 44 ans</b>	17%	16%
<b>De 45 à 54 ans</b>	19%	18%
<b>De 55 à 64 ans</b>	18%	18%
<b>65 ans et plus</b>	22%	21%

**Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Éducation**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>Études secondaires ou moins</b>	32%	43%
<b>Études professionnelles ou collégiales</b>	43%	35%
<b>Études universitaires ou supérieures</b>	23%	22%

**Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Revenu**

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
--	-------------------------	---

<b>Moins de 40 000 \$</b>	21%	26%
<b>De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$</b>	17%	16%
<b>De 60 000 \$ à moins de 100 000 \$</b>	26%	25%
<b>100 000 \$ et plus</b>	24%	32%

#### Comparaison de l'échantillon en ligne à la population: Pays de naissance

	Pourcentage non-pondéré	Proportions du Recensement 2016 (Adultes)
<b>Né au Canada</b>	82%	78%
<b>Né à l'extérieur du Canada</b>	17%	22%

Les différences pour les variables utilisées dans le barème de pondération sont minimales, sauf pour le mince écart pour la tranche d'âge inférieure, qui est légèrement sous-représentée dans l'échantillon non pondéré. Toutefois, comme il a été mentionné ci-dessus, la répartition des âges de l'échantillon en ligne demeure solide. Les plus grands écarts notables entre l'échantillon non pondéré et les données du recensement de 2016 sont au chapitre des niveaux d'éducation, tout comme c'est le cas pour l'échantillon téléphonique. L'échantillon non pondéré tend à surreprésenter les Canadiens plus éduqués, bien que l'écart ne soit pas aussi élevé que dans l'échantillon téléphonique. L'échantillon en ligne contient aussi une plus petite proportion de Canadiens qui ont un revenu familial de 100 000 \$ et plus, ainsi qu'une proportion légèrement plus petite d'immigrants.

## Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne variables utilisées dans le barème de pondération des échantillons. Les totaux pour chaque variable pourraient ne pas donner la taille totale de l'échantillon, puisque certains répondants ont refusé de fournir certains renseignements socioéconomiques.

#### Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: Région (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré
<b>Colombie-Britannique/Territoires</b>	13%	12%
<b>Alberta</b>	10%	10%
<b>Saskatchewan</b>	7%	7%
<b>Manitoba</b>	7%	7%
<b>ON</b>	32%	32%
<b>QC</b>	22%	22%
<b>Canada atlantique</b>	10%	10%

#### Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: sexe (Variable comprise dans le barème de pondération)

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré
<b>Hommes</b>	49%	48%
<b>Femmes</b>	50%	51%

**Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: âge (Variable comprise dans le barème de pondération)**

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré
<b>De 18 à 24 ans</b>	9%	6%
<b>De 25 à 34 ans</b>	12%	18%
<b>De 35 à 44 ans</b>	16%	17%
<b>De 45 à 54 ans</b>	19%	19%
<b>De 55 à 64 ans</b>	18%	18%
<b>65 ans et plus</b>	26%	22%

**Comparaison par renseignements socioéconomiques non utilisés dans la pondération**

Le tableau suivant montre la comparaison entre les deux échantillons pour les niveaux d'éducation et de revenu ainsi que pour le pays de naissance, soit des variables qui n'étaient pas incluses dans le barème de pondération. Puisqu'aucun contingent n'a été établi pour l'une ou l'autre de ces trois variables durant le travail effectué sur le terrain, les similarités entre les deux échantillons sont remarquables. Comme il a été discuté ci-dessus, les deux échantillons surreprésentent les Canadiens ayant suivi des études et sous-représentent ceux qui ont un diplôme d'études secondaires ou moins. Certaines différences peuvent aussi être constatées relativement aux tranches de revenus lorsque l'on compare les répondants en ligne et par téléphone. Ces écarts sont plus particulièrement visibles dans la tranche 100 000 \$ et plus (écart de 9 points).

Enfin, les deux échantillons montrent une différence en ce qui a trait à la proportion de répondants nés au Canada. Tandis que 24 % des répondants par téléphone affirment être nés à l'extérieur du pays, seulement 17 % des répondants en ligne font la même affirmation. Selon les chiffres du recensement de 2016, la proportion réelle au sein de la population canadienne est de 22 %. Par conséquent, l'échantillon téléphonique représente étroitement la population immigrante, tandis que l'échantillon en ligne la sous-représente légèrement.

**Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: Éducation**

La répartition relative à l'éducation montrée ici est légèrement différente de celle figurant dans les tableaux ci-dessus en vue de la faire correspondre à la description des données utilisées pour le recensement de 2016.

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré	Recensement 2016
<b>Études secondaires ou moins</b>	16%	32%	43%
<b>Études professionnelles ou collégiales</b>	38%	43%	35%
<b>Université</b>	46%	23%	22%

**Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: Revenu**

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré	Recensement 2016
<b>Moins de 40 000 \$</b>	21%	21%	26%
<b>De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$</b>	14%	17%	16%
<b>De 60 000 \$ à moins de 100 000 \$</b>	26%	26%	25%
<b>100 000 \$ et plus</b>	33%	24%	33%

**Comparaison des échantillons téléphoniques et en ligne: Pays de naissance**

	Échantillon téléphonique non pondéré	Échantillon en ligne non pondéré	Recensement 2016
<b>Né au Canada</b>	76%	82%	78%
<b>Né à l'extérieur du Canada</b>	24%	17%	22%

Les différences notées ci-dessus quant à la proportion d'immigrants échantillonnés au moyen de chaque méthode d'entrevue n'expliquent pas toutes les différences statistiques notées dans les réponses au sondage d'une méthode de collecte de données à l'autre. Les répondants qui ne sont pas nés au Canada sont plus positifs que ceux nés au pays pour la plupart des questions comprises dans l'étude, mais l'importance de ces écarts d'attitudes est trop minime pour établir le type de différence qui serait nécessaire pour expliquer les écarts dans les réponses au sondage entre les répondants en ligne et par téléphone.

### **Annexe 3 – Instruments qualitatifs et quantitatifs**

Les instruments qualitatifs et quantitatifs sont fournis en anglais et en français sous pli séparé.